GRANATSTEIN, J.L., *Canada's War. The politics of the Mackenzie King Government, 1939-1945*. Toronto, Oxford University Press, 1975. XI-436 p. \$18.95.

Jean-Yves Gravel

Volume 29, numéro 1, juin 1975

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/303425ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/303425ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gravel, J.-Y. (1975). Compte rendu de [GRANATSTEIN, J.L., *Canada's War. The politics of the Mackenzie King Government, 1939-1945*. Toronto, Oxford University Press, 1975. XI-436 p. \$18.95.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 29(1), 105–107. <https://doi.org/10.7202/303425ar>

GRANATSTEIN, J.L., *Canada's War. The politics of the Mackenzie King Government, 1939-1945*. Toronto, Oxford University Press, 1975. XI-436 p. \$18.95

Plusieurs éditeurs se proposent de lancer encore cette année une panoplie d'ouvrages sur la guerre, mais peu d'entre eux auront la chance de publier un livre qui surpasse en qualité et en intérêt le dernier volume de Jack Granatstein. Ce professeur de l'Université York à Toronto fait l'envie de ses collègues par son inhumaine énergie au travail et son sens de l'orga-

nisation. Et qui plus est, son œuvre académique reste toujours attentive au grand public.

La présente étude, centrée sur le rôle du premier ministre Mackenzie King, analyse les principaux aspects de la politique fédérale au cours de la Deuxième Guerre mondiale. L'évolution du nationalisme canadien est la toile de fond que l'auteur peint avec deux tonalités: la transformation interne du pays grâce aux réformes socio-économiques et le nouveau rôle que le Canada entend jouer sur le plan international.

Si le Canada est entré en guerre par sentiment pour la Grande-Bretagne — la croisade pour la démocratie viendra plus tard —, il n'a pas non plus négligé son intérêt propre. Alors que l'effort de guerre du Canada fut limité par la main-d'œuvre, l'effort économique fut total de même que la production de munitions et de denrées alimentaires. Le Canada s'est avéré "un producteur/banquier, non un pays combattant". En effet, il se montra particulièrement généreux à l'égard de la Grande-Bretagne, à qui il fournit \$1 milliard en don, \$2.4 milliards en aide mutuelle et \$425 millions pour le Programme d'entraînement aérien du Commonwealth (BCATP). C'était aussi une façon indirecte de faire tourner l'industrie canadienne. Et pourquoi pas? Cette participation était la plus avantageuse économiquement, la moins dangereuse humainement et la plus acceptable politiquement.

Le chapitre sur les réformes sociales est l'un des plus intéressants du volume. Mackenzie King avait déjà expliqué son programme social dans *Industry and Humanity*, publié en 1918 mais trop avancé pour l'époque. Les bouleversements de la guerre sur la mentalité canadienne permettront à King de tracer sa grande charte sociale. Mentionnons l'assurance-chômage (été 1940) qui répond à un besoin réel; Chicoutimi, par exemple, compte 35.8% de chômage. C'est toutefois l'année 1944 qui est consacrée aux réformes sociales en prévision de la fin de la guerre et, bien sûr, des élections prochaines: démobilisation, réadaptation, assurance-santé, augmentation des pensions de vieillesse et, surtout, les allocations familiales auxquelles s'oppose le Québec où vivent pourtant les familles les plus nombreuses. Le gouvernement s'occupe aussi de la construction domiciliaire et aide l'industrie à transformer sa production. Enfin, pour mettre en œuvre ces réformes socio-économiques, jugées par ailleurs "conservatrices", trois nouveaux ministères sont créés en janvier 1944: Reconstruction, Santé nationale et Bien-être, et Anciens combattants.

Sous l'influence des théories économiques de Maynard Keynes, le budget fédéral est devenu un véritable instrument économique en redistribuant d'une façon plus équitable la rente nationale compte tenu de ceux qui en avaient le plus besoin. Pendant que le PNB doublait au cours de la guerre, le budget fédéral passait de \$680 millions à \$5.1 milliards. Il est intéressant de noter que pour limiter l'inflation galopante, le gouvernement établit de nombreux contrôles dont celui des prix et des salaires. Il semble que ce fut un succès. Tandis que le taux d'inflation atteignait 17.8% de 1939 à 1941, grâce aux contrôles fédéraux, il baissa à un enviable 2.8% de 1942 jusqu'à la fin de la guerre.

La politique étrangère met en évidence l'évolution de la personnalité internationale du Canada. Le pays opte en effet pour une politique plus indépendante à la suite de l'effondrement de la Grande-Bretagne et de l'émergence des Etats-Unis comme super puissance. Cependant, cette attitude lui rend la coopération difficile. Le Canada doit lutter constamment pour être représenté d'une façon équitable car, au moment des négociations, les Américains craignent toujours que la présence canadienne ne renforce la position britannique.

Raffermies par l'accord militaire d'Ogdenburg et l'accord économique de Hyde Park, les relations canado-américaines peuvent s'interpréter de deux façons: le Canada accepte de trouver la sécurité sous l'aile américaine ou encore les Etats-Unis lui imposent leur protection. La géographie l'associait malgré lui à la défense du continent nord-américain; voilà pourquoi sur le plan militaire, le Canada fut presque annexé aux Etats-Unis. L'économie, aussi, nous rapprochait des Américains qui fourniraient les investissements que les Britanniques n'étaient plus en mesure de faire. Somme toute, les Etats-Unis devaient être un contrepoids politique et économique à la Grande-Bretagne, poids qui commencerait bientôt à peser.

La Deuxième Guerre mondiale coûta au Canada 42,000 vies humaines et près de \$23 milliards. Cette période marqua aussi la transition entre les séquelles de la crise économique et la prospérité d'après-guerre. Plus que jamais, les Canadiens prenaient confiance en eux-mêmes et croyaient en l'avenir du pays. Le Canada entra en guerre comme demi-colonie et en sortit comme nation. Et quittant sa timidité internationale pour ne pas nuire à l'unité nationale, le Canada retrouvait la paix avec un ardent désir de jouer un rôle utile dans les institutions des Nations Unies. Mais cet idéalisme, cette candeur internationale ne seraient pas reconnus ni acceptés sans difficultés.

Grâce à son admirable sens politique et à son expérience du pouvoir, Mackenzie King a dominé l'administration fédérale durant la guerre. Il ne faut donc pas s'étonner qu'il domine aussi le livre du professeur Granatstein. L'action du premier ministre est cependant replacée dans le contexte du cabinet qui représente les groupes ethniques, les divers intérêts de la population ainsi que les régions du pays. L'auteur décrit particulièrement bien les différents éléments de la lutte pour le pouvoir: les disputes interministérielles, l'influence du parti et le rôle de l'Opposition, les groupes de pression comme les Eglises, les syndicats, les fermiers, le monde des affaires, sans oublier les relations fédérales-provinciales. Vivante démonstration que la grande loi de la politique est le compromis, soit par consensus, soit imposé. Et si l'auteur reste sympathique aux divers points de vue des Canadiens français, à l'exemple de son "héros" King, il est avant tout un partisan de l'unité nationale.

Voilà une œuvre de maturité, solidement documentée, bien écrite et, par surcroît, fort intéressante à lire.

*Agence canadienne de
développement international
Ottawa*

JEAN-YVES GRAVEL